



## PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES  
INSTALLATIONS CLASSÉES

### **Arrêté du 4 décembre 2025 portant mise en demeure à la Société RMB de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à BERGHEIM**

Le préfet du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, son article L. 171-8 I,

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 2015 portant prescriptions complémentaires pour son site de Bergheim, relatives aux rejets de lixiviats, au titre du 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement,

VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées concernant la visite d'inspection du 1<sup>er</sup> octobre 2025,

Considérant que l'article 4 de l'arrêté du 17 juin 2015 susvisé, prescrit que la valeur limite d'émission des rejets de lixiviats concernant le paramètre arsenic est de 0,1 mg/l,

Considérant qu'il a été constaté que les dernières analyses réalisées par l'exploitant les 27 mai et 18 juin 2025 sur les lixiviats présentent une mesure du paramètre arsenic supérieure à la valeur limite d'émission fixée à l'article 4 de l'arrêté du 17 juin 2015 susvisé (respectivement 0,18 mg/l et 0,21 mg/l),

Considérant les termes de l'article L. 171-8 du code précité « *I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : la société RMB, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé route de Rodern à BERGHEIM, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **dans un délai de trois mois**, l'exploitant respecte la prescription suivante de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2015, susvisé. Il prévoit que :

*"[...] les valeurs limites de rejets en concentration des lixiviats avant toute dilution sont fixées dans le tableau suivant :*

Paramètres	VLE en mg/l
[...]	
arsenic	0.1
[...]	

[...]"

Article 3 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la DREAL (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie est notifiée à la société RMB.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD